Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 27 novembre 2026

Avignon : la démocratie prise à la gorge



Sous la pression d'associations hostiles à la participation de certaines personnalités aux universités de rentrée d'Oser la France, le Rouge-Gorge a pris la décision de ne plus accueillir l'événement du mouvement de Julien Aubert. Alors que le préfet de Vaucluse assure qu'il n'y a aucun risque à l'ordre public, ce dernier annonce que les universités de rentrée de son mouvement se dérouleront bien dans un lieu tenu secret.

« Le théâtre qui accueillait nos universités de rentrée le 17 octobre prochain, a décidé d'annuler unilatéralement notre réservation, rompant ainsi le contrat qui nous liait, s'indigne Julien Aubert, président d'Oser la France et vice-président du parti Les Républicains. Cette décision intervient après une campagne de pression orchestrée contre lui par des collectifs d'extrême gauche déterminés à empêcher notre rassemblement. Ils ne se sont pas attaqués à nous, à nos invités mais au théâtre en le rendant responsable et solidaire de nos choix politiques. Confronté à une vague d'intimidation et de boycott, celui-ci a été contraint de rompre le contrat. »

Des invités clivants

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 27 novembre 2026

Depuis plusieurs jours, une vingtaine de collectifs, d'associations de syndicats vauclusiens s'était mobilisé pour dénoncer la présence dans ce lieu culturel de certains participants à ces universités de rentrée. Tout particulièrement, Sarah Knafo, l'eurodéputée du parti d'extrême-droite Reconquête d'Eric Zemmour ou encore François Fillon, l'ancien premier ministre LR. Parmi les opposants à ces venues on retrouve notamment selon nos confrères d'Ici Vaucluse : No Pasaran 84, le Pôle LGBT Vaucluse, Noustes 84…

> « Oser la France cherche à saper les valeurs fondamentales de notre République. »
>
> *Les opposants à la tenue des Universités d'Oser la France*

« Derrière le masque d'un programme politique, 'Oser la France' cherche à saper les valeurs fondamentales de notre République avec un programme de 'préférence culturelle' clairement discriminatoire et islamophobe, expliquent les opposants à la tenue de l'événement dans une pétition réclamant l'annulation des universités à Avignon. En proposant d'ajouter un traitement différencié de l'islam par rapport aux autres religions à la loi de 1905, ils souhaitent détruire la laïcité française. Une telle action menacerait l'harmonie sociale et mettrait en péril l'égalité et la solidarité qui cimentent notre communauté. Le Rouge Gorge dissimule cette rencontre pour ne pas ternir son image et se réfugie derrière des arguments administratifs, refusant une prise de position ferme contre cette organisation discriminatoire. Nous devons donc agir maintenant pour empêcher ces événements de se dérouler à Avignon. En annulant leur venue, nous faisons un pas actif non seulement contre la propagation de discours de haine, mais affirmons notre engagement envers une société inclusive et respectueuse des différences. »

> « La location de nos espaces ne vaut pas adhésion aux idées. »
>
> *La direction du Rouge Gorge*

« Le Rouge Gorge est un lieu indépendant qui accueille tout au long de l'année des spectacles, des artistes, des entreprises, des associations et des événements privés, dans le cadre de sa programmation, de coopérations ou de prestations de location et de privatisation, rappelle la direction du lieu culturel avignonnais afin de justifier sa décision. La réservation concernée avait été conclue dès 2025 pour accueillir une édition de l'Université d'été de cette organisation, réservée à ses membres et sympathisants. Elle relevait d'une prestation de service privée, et non d'une programmation portée par le Rouge Gorge. Nous n'en avons déterminé ni les thèmes ni le contenu, et nous n'avons choisi ni invité ses intervenants.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 27 novembre 2026

Oser la France au Rouge Gorge depuis 2024

C'est en septembre 2024 que Julien Aubert a organisé les premières universités de rentrée d'Oser la France à Avignon après les avoir tenues jusqu'alors à la Fruitière numérique de Lourmarin. Pour l'occasion, les invités 'vedettes' de cet événement inédit dans la cité des papes étaient Robert Menard, maire de Béziers, Karim Zeribi, co-fondateur du Conseil mondial de la diaspora algérienne (CMDA) ou bien encore l'ancien ministre Jean-Louis Borloo. La manifestation se tenant déjà au Rouge Gorge.

Même endroit l'année suivante pour l'édition 2025 où l'invité d'honneur était Bruno Retailleau. Alors ministre de l'Intérieur, l'actuel président Les Républicain, n'avait finalement pas pu être présent, retenu à Paris, en raison de la démission soudaine du gouvernement Bayron dont il était membre.

La location de nos espaces ne vaut pas adhésion aux idées, aux prises de position ou aux engagements des organisateurs et de leurs intervenants. La diversité des événements accueillis depuis quatre ans, notamment à l'initiative de formations politiques telles que Place Publique ou le Parti socialiste et d'associations culturelles ou militantes, témoigne de cette pratique. Nous maintenons pleinement cette distinction. Notre responsabilité est également de préserver l'indépendance de notre établissement, son fonctionnement et le travail que nous menons avec les artistes, les publics et les partenaires du territoire. La dimension prise par cet événement dépasse désormais le cadre de la prestation initialement convenue, susceptible qui plus est, de venir troubler l'ordre public. Nous en avons pris acte et nous l'avons entendu. Or, en responsabilité nous souhaitons conserver la maîtrise de notre activité, de nos engagements et de l'identité de notre lieu. C'est aussi au regard de cette exigence que nous avons décidé de ne pas donner suite à cette prestation de location. »

> « Agiter le spectre de la violence pour empêcher une réunion politique est inacceptable. »
>
> *La préfecture de Vaucluse*

Un potentiel trouble à l'ordre public que ne semble cependant pas partager Thierry Suquet, le préfet de Vaucluse. « Cet événement devait réunir plusieurs personnalités politiques de gauche comme de droite, explique la préfecture de Vaucluse. Il est annulé sous la pression conjuguée d'associations et de syndicats dénonçant la présence parmi elles de François Fillon ou encore de Sarah Knafo. L'organisateur mentionne à l'appui de sa décision des risques de troubles à l'ordre public. La préfecture conteste tout risque avéré pour l'ordre public, et toute incapacité des forces de police à faire face aux éventuelles manifestations. Le préfet de Vaucluse regrette qu'un climat de pression conduise à l'annulation d'un événement politique et fasse peser le risque d'une restriction de fait du débat public. Agiter le spectre de la violence pour empêcher une réunion politique est inacceptable, et constitue une vraie menace pour la démocratie. La confrontation des idées doit relever du débat, non de l'intimidation ou de la censure des

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 27 novembre 2026

idées divergentes. Attaché au pluralisme, à la liberté d'expression et au respect des principes démocratiques, le préfet de Vaucluse appelle à faire vivre, par le dialogue et la contradiction, une vie publique ouverte à la diversité des opinions. »



Crédit : DR/Oser la France

Des universités de rentrée à celles de la résistance

Au final, les universités de rentrée d'Oser la France devrait bien se tenir dans la cité des papes.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 27 novembre 2026

« Face à cette tentative de censure, Oser la France ne cède pas. Nos universités auront bien lieu le samedi 17 octobre à Avignon, dans un nouveau lieu tenu secret pour le protéger des intimidations », assure Julien Aubert.
« Quand l'intimidation, les menaces à peines voilées et les pressions visent à faire taire le débat, les personnes et les idées ou les œuvres, cela porte un nom : le fascisme, dénonce l'ancien député de Vaucluse, également un temps candidat à la maire d'Avignon. Parce que la liberté de débattre ne se négocie pas, nos universités de rentrée deviennent les universités de la résistance ! »